Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Territoire non organisé regroupé Maria-Chapdelaine | NR920 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,		
Je soussigné(e), Isabelle Simard, suis responsable de la préparation du Rapport financier con Chapdelaine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.	nsolidé d	de Territoire non organisé regroupé Maria-
Originale signée]		
Signature	Date	9 juillet 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	39
Analyse des charges consolidées	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil du Territoire non organisé regroupé Maria-Chapdelaine,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers (consolidés) du Territoire non organisé regroupé Maria-Chapdelaine (Municipalité), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité n'a pas mis en application, au 1er janvier 2023, le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Municipalité pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Municipalité et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L., Société de comptables professionnels agréés CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A128861 Dolbeau-Mistassini, le 9 juillet 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations	
		2024	2023
Revenus			
Taxes	1	972 121	974 125
Compensations tenant lieu de taxes	2	351 889	351 371
Quotes-parts	3	124 947	107 792
Transferts	4	252 350	289 063
Services rendus	5	34 048	36 903
Imposition de droits	6	26 748	20 289
Amendes et pénalités	7	12 367	6 665
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	120 413	156 278
Autres revenus	10	1 175 263	1 066 638
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises			
municipales et de partenariats commerciaux	11	6 003	28 468
Effet net des opérations de restructuration	12		
·	13	3 076 149	3 037 592
Charges			
Administration générale	14	2 308 606	536 602
Sécurité publique	15	466 530	483 169
Transport	16	145 045	42 630
Hygiène du milieu	17	485 749	474 282
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	828 753	777 027
Loisirs et culture	20	25 992	32 635
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	3 244	3 129
Effet net des opérations de restructuration	23		
·	24	4 263 919	2 349 474
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(1 187 770)	688 118
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice		,	
Solde déjà établi	26	6 011 892	5 323 774
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	6 011 892	5 323 774
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités,			
à la fin de l'exercice	29	4 824 122	6 011 892

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 945	17 293
Débiteurs (note 5)	2	3 349 041	3 573 304
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des			
partenariats commerciaux	5	34 471	28 468
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	3 390 457	3 619 065
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 419	3 001
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 722 207	47 531
Revenus reportés (note 11)	12		
Dette à long terme (note 12)	13	52 778	57 115
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	1 777 404	107 647
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	1 613 053	3 511 418
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	3 211 069	2 500 274
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		200
	23	3 211 069	2 500 474
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	4 824 122	6 011 892
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	4 824 122	6 011 892
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
· · · · · ·	27	4 824 122	6 011 892

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 187 770)	688 118
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (803 554)(372 565)
Produit de cession	3	922	293
Amortissement	4	91 272	63 124
(Gain) perte sur cession	5		(293)
Réduction de valeur / Reclassement	6	565	2 807
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(710 795)	(306 634)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10		
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	200	(200)
	13	200	(200)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 898 365)	381 284
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	3 511 418	3 130 134
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	3 511 418	3 130 134
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	1 613 053	3 511 418

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - Conversion des devises.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 187 770)	688 118
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	91 272	63 124
Autres			
Réduction de valeur	3.1	565	2 807
(Gain) perte sur cession d'immobilisations	3.2		(293)
W 1 6 W 1 W 1 W 1	4	(1 095 933)	753 756
Variation nette des éléments hors caisse	_	204.000	(0.10.000)
Débiteurs	5	224 263	(342 099)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 674 676	(26 050)
Revenus reportés	8		(1 576)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	200	(200)
	13	803 206	383 831
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (803 554) (372 565)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	922	293
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	/(,
Troduit do occordi dec dello incorporcio deneces	18	(802 632)	(372 272)
Activités de placement		(55-55-)	(3::-)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations			
dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (6 003)(28 468)
•	\	0 003)(20 400)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille	/	\ /	,
Acquisition	21 ()()
Cession	22	(0.000)	(00.100)
	23	(6 003)	(28 468)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		46 838
Remboursement de la dette à long terme	25 (4 362) (5 992)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(582)	(33 181)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	25	(99)
Autres			
•	28.1		
	29	(4 919)	7 566
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(10 348)	(9 343)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	17 293	26 636
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	17 293	26 636
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	6 945	17 293
The second of the second secon			200

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. Statut de l'organisme municipal

Le Territoire non organisé de la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine est constitué en vertu de la Loi sur l'organisation territoriale (L.R.Q. c. 0-9).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable se compose de :

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Municipalité est membre de la Régie intermunicipale GÉANT, organisme composé de cinq (5) municipalités et des TNO. Cette régie, chargée de voir à l'établissement, l'exploitation et l'administration d'un service de sécurité incendie, d'un service de sécurité civile, d'un service de gestion des eaux potable et usées ainsi que d'un service d'inspection municipale a été créée en vertu du Code municipal du Québec. Les dépenses de l'organisme, après déductions des revenus, sont réparties entre les membres selon les heures réelles respectives utilisées par chaque municipalité ou selon les deux critères suivants : la richesse foncière uniformisée et la population desservie. Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Régie intermunicipale GÉANT, partenariat non-commercial auquel il participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne, selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés au prorata de la participation. La Municipalité détient une quote-part de 7,27 %.

La quote-part versée à la Régie intermunicipale GÉANT par la Municipalité pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 s'élève à 134 990 \$.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, , le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

	<u>Durées</u>
Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 10, 15 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	10, 15 et 20 ans
Autres	3 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service. La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement; Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont comptabilisés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance; Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités sont constatées au moment où l'assigné plaide coupable, au moment où le délai pour contester l'assignation expire ou au moment où un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert; Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les charges constatées par l'organisme consolidé dans l'exercice des compétences d'agglomération sont facturées aux municipalités et/ou villes liées à l'agglomération. Les revenus découlant de cette facturation sont inscrits à titre de quotes-parts à l'état des résultats;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par l'organisme consolidé est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Municipalité évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulés des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1er avril 2023

Au cours de l'exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023.

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

Conformément aux disposition transitoires, cette nouvelle norme a fait l'objet d'une application prospective et n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés, la présentation ou les informations à fournir aux états financiers consolidés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 945	17 293
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
•	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	6 945	17 293
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	6 945	17 293
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	6 945	5 771
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et			
ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		
Pannort financiar consolidá 202/ LC11 L			112

Note

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	32 789	37 408
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	380 201	483 375
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 610	2 518
Organismes municipaux	13	2 897 636	2 995 874
Autres			
MRC du Fjord	14.1	35 805	
Rio Tinto Alcan	14.2		54 129
	15	3 349 041	3 573 304
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		5 714
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	362 600	262 738
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		1 855
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	15 000	
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	2 601	218 782
	27	380 201	483 375
Note			
6. Prêts			
		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
•	30.1		

31

Note

Provision pour moins-value déduite des prêts

7. Placements de portefeuille

2024	2023
33	
34	
35	
36	
37	
38	
39	
	33 34 35 36 37 38

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16) Autres	40		
•	41.1		
	42	-	

Note

9. Emprunts temporaires

L'emprunt temporaire est garanti par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

10. Créditeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	11 190	10 190
Salaires et avantages sociaux	44	10 042	11 047
Dépôts et retenues de garantie	45	41 602	21 737
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
 Provision réclamation RTA 	47.1	1 657 779	
 Intérêts courus 	47.2	1 594	4 557
	48	1 722 207	47 531

Note

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional			
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
•	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
•	62.1		
	63		

Note

12. Dette à long terme

	Taux d'ii	ntérêt	Éché	ance			
	de	à	de	à		2024	2023
Obligations et billets en monnaie canadienne	5,20	5,57	2028	2038	64	52 852	57 214
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de							
location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	52 852	57 214
Frais reportés liés à la dette à long terme					71 (74)(99)
					72	52 778	57 115

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligation	s et billets	Autres dettes à long terme		Total 2024	
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres		
2025	73		4 187				4 187
2026	74		4 398				4 398
2027	75		4 623				4 623
2028	76		4 863				4 863
2029	77		2 733				2 733
2030 et plus	78		32 048				32 048
	79		52 852				52 852
Intérêts et frais							
accessoires	80		()	()
	81		52 852				52 852

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
82		
83		
84		
85		
86		
87		
88	3 439	3 430
89		
90	3 439	3 430
	83 84 85 86 87 88 89	82 83 84 85 86 87 88 3 439

Note

14. Autres passifs

		2024	2023	
Assainissement des sites contaminés	91			
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92			
Autres				
•	93.1			
	94			
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95			
Passifs engagés	96			
Passifs réglés	97 ()	()
Charge de désactualisation ¹	98			
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99			
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	-		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

15. Immobilisations corporelles

15. Immobilisations corporelles		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	304 862			304 862
Eaux usées	102	1 174 015	642 552	(279 901)	2 096 468
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,					
tunnels et viaducs	103				
Autres					
 Écocentres 	104.1	891 524			891 524
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	200 747		18	200 729
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	156 715	76 605	1 037	232 283
Ameublement et équipement de bureau	109	84 638		71 458	13 180
Machinerie, outillage et équipement divers	110	72 688	65 044	280	137 452
Terrains	111	44 710	9 533		54 243
Autres	112	3 629		946	2 683
	113	2 933 528	793 734	(206 162)	3 933 424
Immobilisations en cours	114	291 143	9 820	279 910	21 053
	115	3 224 671	803 554	73 748	3 954 477
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	41 919	7 621		49 540
Eaux usées	117	392 498	35 052		427 550
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,					
tunnels et viaducs	118				
Autres					
 Écocentres 	119.1	23 310	22 288		45 598
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	42 473	4 975	5	47 443
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	91 259	12 169	604	102 824
Ameublement et équipement de bureau	124	80 257	3 364	71 449	12 172
Machinerie, outillage et équipement divers	125	51 283	5 401	194	56 490
Autres	126	1 398	402	9	1 791
	127	724 397	91 272	72 261	743 408
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	2 500 274			3 211 069
Biens loués en vertu de contrats					
de location-acquisition inclus					
dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130 ()()()(
Valeur comptable nette	131	/\			

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste		
« Propriétés destinées à la revente »	137	

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
•	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

	2024	2023
Frais payés d'avance		
 Frais payés d'avance divers 	143.1	200
Autres		
•	144.1	
	145	200

Note

19. Obligations contractuelles

S.O.

20. Droits contractuels

Programme de subvention

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 550 588 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. À la date des états financiers, aucun montant n'a été comptabilisé à titre de revenu et le solde demeure donc disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

		Montant initial	Solde des ca	utionnements
Description		des cautions	2024	2023
Emprunts temporaires				
•	146.1			
	147			
Dettes à long terme				
•	148.1			
	149			
	150			

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Une société avait présenté une demande introductive d'instance en jugement déclaratoire concernant une mésentente sur la méthode de calcul de la contribution en compensation de taxes, et ce, depuis plus de 30 ans. Le jugement a été rendu le 10 mars 2025 et la Municipalité est contrainte de payer la somme de 1 262 760 \$ avec intérêts et indemnités à compter de la signification de la demande introductive d'instance, soit le 8 mars 2021. Conséquemment, une provision de 1 657 779\$ a été comptabilisée aux états financiers.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec les données budgétaires consolidées. Ils comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale seulement.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de nonpaiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La Municipalité est exposée à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		-	
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-	2 419	2 419
Dette à long terme	52 778	-	52 778

31 décembre 2023

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 566	-	3 566
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-	3 001	3 001
Dette à long terme	57 115	-	57 115

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisatio	ns 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹	
Revenus						'		
Fonctionnement								
Taxes	1	974 125	999 800	972 121			972 121	
Compensations tenant lieu de taxes	2	351 371	351 300	351 889			351 889	
Quotes-parts	3					134 761	124 947	
Transferts	4	27 387	36 180	51 250		2 331	53 581	
Services rendus	5	32 288	200	30 014		4 034	34 048	
Imposition de droits	6	20 289	10 300	26 748			26 748	
Amendes et pénalités	7	6 665	5 500	12 367			12 367	
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	156 094	22 500	119 837		576	120 413	
Autres revenus	10	1 066 161	1 163 032	1 175 102		161	1 175 263	
Effet net des opérations de restructuration	11	. 555 .5.					200	
Energia de operazione de rectracturation	12	2 634 380	2 588 812	2 739 328		141 863	2 871 377	
Investissement	12	2 004 000	2 000 012	2 100 020		141 000	2011011	
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	255 211		184 229		14 540	198 769	
Imposition de droits	16	255 211		104 223		14 540	190 709	
Autres revenus	10							
	17							
Contributions des promoteurs	18							
Autres	18							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises	40	00.460		0.000			0.000	
municipales et de partenariats commerciaux	19	28 468		6 003			6 003	
Effet net des opérations de restructuration	20			400.000				
	21	283 679		190 232		14 540	204 772	
	22	2 918 059	2 588 812	2 929 560		156 403	3 076 149	
Charges								
Administration générale	23	536 602	691 600	2 297 279		11 327	2 308 606	
Sécurité publique	24	366 922	388 204	388 248		88 096	466 530	
Transport	25	42 630	57 440	145 045			145 045	
Hygiène du milieu	26	427 991	403 699	394 478	68 887	22 384	485 749	
Santé et bien-être	27							
Aménagement, urbanisme et développement	28	777 027	1 025 329	809 175	7 484	12 094	828 753	
Loisirs et culture	29	24 832	22 540	20 168	5 824		25 992	
Réseau d'électricité	30							
Frais de financement	31					3 244	3 244	
Effet net des opérations de restructuration	32							
Amortissement des immobilisations corporelles	-							
et des actifs incorporels achetés	33	54 094		82 195 (82 195)			
	34	2 230 098	2 588 812	4 136 588	32 .30)	137 145	4 263 919	
Excédent (déficit) lié aux activités	35	687 961	2 000 0 12	(1 207 028)		19 258	(1 187 770)	

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024			Réalisations 2024	
	-	Administration municipale	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	687 961			(1 207 028)	19 258	(1 187 770)
Moins : revenus d'investissement	2 (283 679) ()(190 232) (14 540) (204 772)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant		• •				•	
conciliation à des fins fiscales	3	404 282			(1 397 260)	4 718	(1 392 542)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES Ajouter (déduire)							
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés							
Amortissement	4	54 094			82 195	9 077	91 272
Produit de cession	5					922	922
(Gain) perte sur cession	6						
Réduction de valeur / Reclassement	7					565	565
	8	54 094			82 195	10 564	92 759
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17 () ()()(4 362) (4 362)
	18					(4 362)	(4 362)
Affectations							
Activités d'investissement	19 (13 488) ()(122 029) (1 266) (123 295)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				1 657 780		1 657 780
Excédent de fonctionnement affecté	21						
Réserves financières et fonds réservés	22					(2 624)	(2 624)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						,
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(13 488)			1 535 751	(3 890)	1 531 861
	26	40 606			1 617 946	2 312	1 620 258
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	444 888			220 686	7 030	227 716
u uco imo nocales	۷1	444 000			220 000	1 000	221 1 10

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus d'investissement	1	283 679	190 232	14 540	204 772
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 ()()()()
Sécurité publique	3 ()()(32 463)(32 463)
Transport	4 ()()()()
Hygiène du milieu	5 (359 842)(771 091)()(771 091)
Santé et bien-être	6 ()()()()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()()()()
Loisirs et culture	8 ()()()()
Réseau d'électricité	9 ()()()(,)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()()()()
	11 (359 842)(771 091)(32 463)(803 554)
Propriétés destinées à la revente	,		, (,
Acquisition	12 ()()()()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et			, (/ \	,
participations dans des entreprises municipales et des					
partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (28 468)(6 003)()(6 003)
Financement	,	/ (/(/\	,
Financement à long terme des activités d'investissement	14				
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	13 488	122 029	1 266	123 295
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	91 142		654	654
Excédent de fonctionnement affecté	17		75 000		75 000
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	104 630	197 029	1 920	198 949
	20	(283 680)	(580 065)	(30 543)	(610 608)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1)	(389 833)	(16 003)	(405 836)

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
	_	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1			6 945	6 945
Débiteurs (note 5)	2	3 559 289	3 332 099	16 942	3 349 041
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des					
partenariats commerciaux	5	28 468	34 471		34 471
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	3 587 757	3 366 570	23 887	3 390 457
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			2 419	2 419
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	25 304	1 700 040	22 167	1 722 207
Revenus reportés (note 11)	12				
Dette à long terme (note 12)	13			52 778	52 778
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	25 304	1 700 040	77 364	1 777 404
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	3 562 453	1 666 530	(53 477)	1 613 053
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	2 414 809	3 103 702	107 367	3 211 069
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20				
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22				
	23	2 414 809	3 103 702	107 367	3 211 069
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	3 458 986	1 983 707	9 844	1 993 551
Excédent de fonctionnement affecté	25	75 000	57 000	2 462	59 462
Réserves financières et fonds réservés	26			8 357	8 357
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 ()()()()
Financement des investissements en cours	28	/ \	(408 648)	(21 288)	(429 936)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	2 443 276	3 138 173	54 515	3 192 688
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	5 977 262	4 770 232	53 890	4 824 122

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

^{1.} Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS CHARGES PAR OBJETS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration	municipale	Données consolidées		
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Rémunération						
Liée au programme Accès						
entreprise Québec	1					
Autre	2			75 686	70 588	
Charges sociales						
∟iées au programme Accès						
entreprise Québec	3					
Autres	4			16 455	16 259	
Biens et services						
Services obtenus d'organismes municipaux						
Compensations pour services municipaux	5					
Ententes de services						
Services de transport collectif	6					
Autres services	7					
Autres biens et services	8	568 050	2 148 643	2 181 326	540 337	
Frais de financement						
ntérêts et autres frais sur la dette à long term	е					
à la charge						
De l'organisme municipal	9			2 998	1 363	
D'autres organismes municipaux	10					
Du gouvernement du Québec						
et ses entreprises	11					
D'autres tiers	12					
Autres frais de financement	13			246	1 766	
Contributions						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	14	523 911	540 633	530 819	444 533	
Transferts	15					
Autres	16	743 050	730 215	730 215	630 760	
Autres						
Transferts	17					
Autres	18	125 027	125 078	125 078	116 864	
Amortissement						
Immobilisations corporelles	19		82 195	91 272	63 124	
Actifs incorporels achetés	20					
Autres						
• Divers	21.1	628 774	509 824	509 824	463 880	
	22	2 588 812	4 136 588	4 263 919	2 349 474	

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 993 551	3 464 876
Excédent de fonctionnement affecté	2	59 462	75 000
Réserves financières et fonds réservés	3	8 357	5 771
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()()
Financement des investissements en cours	5	(429 936)	(5 283)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	3 192 688	2 471 528
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	4 824 122	6 011 892
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 983 707	3 458 986
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	9 844	5 890
	11	1 993 551	3 464 876
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
Achat d'un véhicule	12.1	57 000	75 000
	13	57 000	75 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
Sécurité incendie	14.1	2 462	
	15	2 462	
	16	59 462	75 000

^{1.} Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
•	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
 Sécurité civile, eaux, urbanisme et environnement 	19.1	4 721	2 111
	20	4 721	2 111
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21		
Organismes contrôlés et partenariats	22	3 636	3 660
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29		
Autres			
•	30.1		
	31	3 636	3 660
	32	8 357	5 771

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

		2024	2023
/ENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Regimes à avantages complementaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	`)(
	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		. ,	
·	43.1)(
	44 ()(
utres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres	,	, ,	
•	49.1 ()(
	50 ()(
inancement à long terme des activités de fonctionnement		/\	
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres	(\mathcal{M}	
•	55.1 ()(
	56 ()(
léments présentés à l'encontre des DCTP	(/\	
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de	••		
portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
•	00		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	60		
liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres	04.4		
<u> </u>	61.1		
	62	· ·	
	63 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (429 936)(5 283)
	66	(429 936)	(5 283)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	3 211 069	2 500 274
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	34 471	28 468
	72	3 245 540	2 528 742
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	3 245 540	2 528 742
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (52 778)(57 115)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (74)(99)
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	77		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (52 852)(57 214)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()()
	82 (52 852)(57 214)
	83	3 192 688	2 471 528

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres rei	nseignements		
		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4 ()()
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur			
des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	20		
Cotisations salariales des employés	21 ()()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs		, ,	•
dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23	, <u>, , , , , , , , , , , , , , , , , , </u>	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
•	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés Régimes supplémentaires de retraite

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés			
comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur			
des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
•	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Autres avantages sociaux futurs	54		
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuariell	e (s'il y a lieu)	et autres renseignem	ents
		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice			
avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64 ()(,
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages			
dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(,

Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation

Nombre de régimes à la fin de l'exercice Régimes d'avantages complémentaires de retraite

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 ()()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de			
régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()()
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
•	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	7.3.	,
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	71	,
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite			
<u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	/0	/0
Autres hypothèses économiques	IUZ		
Autes hypotheses economiques	103.1		
-	100.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES			
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		
D) AUTRES RÉGIMES			
Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	3 439	3 430
Autres régimes	115		
	116	3 439	3 430
E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX			
		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM			
Continuations de l'employeur du l'Al-Mi	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119 120		

Note



Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES	-	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	862 975	862 975	866 238
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le				
service de l'eau	5			
Réserve financière pour le				
service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
, idado	11	862 975	862 975	866 238
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	13 650	13 650	13 736
Égout	13	7 200	7 200	6 211
Traitement des eaux usées	14	3 204	3 204	2 881
Matières résiduelles	15	84 942	84 942	84 909
Autres				
•	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	150	150	150
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
7 Octivices & III Vectors III III	22	109 146	109 146	107 887
Taxes d'affaires				301
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	109 146	109 146	107 887
	27	972 121	972 121	974 125

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2024	2024	2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES				
ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du				
gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise				
d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	351 889	351 889	351 371
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33			
Immeubles de certains gouvernements				
et d'organismes internationaux	34			
	35	351 889	351 889	351 371
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises	43			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43 44			
Taxes foncières des entreprises	43 44 45			

Non audité		Administration municipale	Données co	nsolidées
TRANSFERTS		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			1 587
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50		385	584
Sécurité civile	51			
Autres	52		139	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	15 000	16 806	85
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			3 496
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

Non audité		Administration municipale	Données co	nsolidées
TRANSFERTS (suite)	-	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		LVLT	2024	2020
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83			
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	15 000	17 330	5 7

Non audité		Administration municipale	Données co	nsolidées
TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			713
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94		14 540	
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106	8 074	8 074	2 963
Réseaux d'égout	107	176 155	176 155	248 731
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			3 517
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

Non audité		Administration municipale	Données co	nsolidées
TRANSFERTS (suite)	-	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	184 229	198 769	255 9

Non audité		Administration municipale	Données cor	nsolidées
	-	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2024	2024	2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation				
municipale	129			
Péréquation	130	22 758	22 758	22 358
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les				
ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective				
de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le				
transport en commun — Droits				
d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	13 492	13 493	5 029
Soutien à la compétence de				
développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	36 250	36 251	27 387
TOTAL DES TRANSFERTS	140	235 479	252 350	289 063

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS	-	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	3 365	3 365	
	144	3 365	3 365	
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147		2 925	970
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150		2 925	970
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			381
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164	26 649	26 649	31 389
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	26 649	26 649	31 770

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
CEDVICES DENDUS (avita)	-	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2024	2024	2023	
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179				
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182				
Réseau d'électricité	183				
	184	30 014	32 939	32 7	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	-	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2024	2024	2023	
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187		1 109	100	
	188		1 109	100	
Sécurité publique					
Police	189			3 214	
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191				
Sécurité civile	192				
Autres	193				
	194			3 214	
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195				
Enlèvement de la neige	196				
Autres	197				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198				
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201				
Autres	202				
	203				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	204				
Réseau de distribution de l'eau potable	205				
Traitement des eaux usées	206				
Réseaux d'égout	207				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	208				
Matières recyclables	209				
Autres	210				
Cours d'eau	211				
Protection de l'environnement	212				
Autres	213				
	214				

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
SERVICES RENDUS (suite)	_	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	215				
Autres	216				
Sécurité du revenu	217				
Autres	218				
	219				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	220			849	
Rénovation urbaine	221				
Promotion et développement économique	222				
Autres	223				
	224			849	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	225				
Activités culturelles					
Bibliothèques	226				
Autres	227				
	228				
Réseau d'électricité	229				
	230		1 109	4 163	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	30 014	34 048	36 903	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	-	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	4 585	4 585	4 750	
Droits de mutation immobilière	233	22 163	22 163	15 539	
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235				
	236	26 748	26 748	20 289	
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	12 367	12 367	6 665	
REVENUS DE PLACEMENTS					
DE PORTEFEUILLE	238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	119 837	120 413	156 278	
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations					
corporelles	240			293	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels					
achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées					
à la revente	242				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et					
sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244				
Contributions des automobilistes pour le					
transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246	37 968	37 968		
Autres contributions	247				
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	1 137 134	1 137 295	1 066 345	
	250	1 175 102	1 175 263	1 066 638	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE					
RESTRUCTURATION	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Ad	Iministration municipale		Données cor	nsolidées
			Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	73 800		73 800	73 800	54 400
Greffe et application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	295 622		295 622	306 949	242 881
Évaluation	4	201 958		201 958	201 958	175 264
Gestion du personnel	5					
Autres						
 Assurances et serv. professionnels 	6.1	68 120		68 120	68 120	64 057
Règlement d'une poursuite	6.2	1 657 779		1 657 779	1 657 779	
	7	2 297 279		2 297 279	2 308 606	536 602
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	125 228		125 228	125 228	117 044
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	257 456		257 456	335 738	343 530
Sécurité civile	11	4 397		4 397	4 397	22 158
Autres	12	1 167		1 167	1 167	437
	13	388 248		388 248	466 530	483 169
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	76 255		76 255	76 255	10 847
Enlèvement de la neige	15	21 173		21 173	21 173	21 212
Éclairage des rues	16	5 880		5 880	5 880	8 158
Circulation et stationnement	17	2 616		2 616	2 616	659
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 121		2 121	2 121	1 754
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	37 000		37 000	37 000	
	22	145 045		145 045	145 045	42 630

Non audité		Ad	Iministration municipale	Données consolidées			
			Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de							
l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24	44 387	8 333	52 720	68 811	67 990	
Traitement des eaux usées	25	6 031		6 031	6 031	6 031	
Réseaux d'égout	26	27 338	35 052	62 390	68 683	30 828	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	8 389		8 389	8 389	7 059	
Élimination	28	289 844		289 844	289 844	332 761	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	2 091		2 091	2 091	1 272	
Tri et conditionnement	30	7 485	25 502	32 987	32 987	14 651	
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	5 394		5 394	5 394	4 699	
Autres	34	3 451		3 451	3 451	3 005	
Plan de gestion	35	68		68	68	20	
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39					5 966	
	40	394 478	68 887	463 365	485 749	474 282	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41						
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
10000	45						

Non audité		Ad	ministration municipale		Données cor	
			Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET						
DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	384 828	7 484	392 312	404 406	404 734
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	40 977		40 977	40 977	10 905
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52	383 370		383 370	383 370	361 388
	53	809 175	7 484	816 659	828 753	777 027
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	20 168	5 824	25 992	25 992	32 635
Patinoires intérieures et extérieures	55					
Piscines, plages et ports de plaisance	56					
Parcs et terrains de jeux	57					
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60					
	61	20 168	5 824	25 992	25 992	32 635
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67					
	68	20 168	5 824	25 992	25 992	32 635

Non audité		Administration municipale			Données consolidées		
			Réalisations 2024			Réalisations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissemer		2024	2023	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70				2 973	1 338	
Autres frais	71				25	25	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73				246	1 766	
	74				3 244	3 129	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE							
RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES							
ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	82 195	(82	195)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Territoire non organisé regroupé Maria-Chapdelaine | NR920 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12
Autres renseignements	
Questionnaire	13



ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1				
Usines de traitement de l'eau potable	2				
Usines et bassins d'épuration	3				
Conduites d'égout	4				
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6				
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8				
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10				
Autres infrastructures	11	642 552	642 552	100 189	
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13		1 745	1 383	
Édifices communautaires et récréatifs	14				
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	56 186	76 605	8 934	
Ameublement et équipement de bureau	18			681	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	64 279	65 044		
Terrains	20		9 534	7 959	
Autres	21	8 074	8 074	253 419	
	22	771 091	803 554	372 565	

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2024	2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	642 552	642 552	100 189
Infrastructures pour nouveau développement				
(ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	128 539	161 002	272 376
	12	771 091	803 554	372 565

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non addite		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal Emprunts refinancés par anticipation Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme Excédent de fonctionnement affecté Réserves financières et fonds réservés	1 2 3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge D'une partie des contribuables ou des municipalités membres De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres De la municipalité (Société de transport en commun)	5 6 7	57 214		4 362	52 852
transport on commun)	8	57 214		4 362	52 852
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) Débiteurs Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers	9 10 11 12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	14 15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs Autres	16 17				
	18	57 214		4 362	52 852
Dette en cours de refinancement Reclassement / Redressement	20 ()		(32 002
Dette à long terme	22	57 214		4 362	52 852

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
•	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
•	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des		
organismes contrôlés et des partenariats	13	52 778
Endettement net à long terme	14	52 778
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	1 700 805
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	1 753 583
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à		
long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-		
part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 753 583
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité		
(inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux		
centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à		
la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences		
d'agglomération et le portrait global)	24	1 439 722

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	196 537	196 537	144 313	
Autres	3	25 006	25 006	26 743	
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	257 456	247 642	220 033	
Sécurité civile	6				
Autres	7	1 481	1 481	2 760	
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10	213	213	790	
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	6 031	6 031	6 031	
Matières résiduelles	12	28 331	28 331	25 485	
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et					
développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	8 740	8 740	18 378	
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	16 838	16 838		
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	540 633	530 819	444 533	
		0-10 000	330 0 13	777 333	



ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	771 091	359 842
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	771 091	359 842

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Effectifs personnes/	Semaine normale	Nombre d'heures rémunérées au	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale	année ²	(heures)	cours de l'exercice		Sociales	
Cadres et contremaîtres	1					
Professionnels	2					
Cols blancs	3					
Cols bleus	4					
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs						
(transport en commun)	7					
	8					
Élus	9					
	10					

^{1.} Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

^{2.} En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement	ARTM/MRC/	Total
		Fonctionnement	Investissement	du Canada	Municipalités/ Communautés métropolitaines	
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4		8 074			8 074
Réseaux d'égout	5		176 155			176 155
Autres	6	51 250				51 250
	7	51 250	184 229			235 479

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
Oneth Albina Star	27		
Santé et bien-être			
Habitation	00		
Logement social	28		
Autres Sécurité du revenu	29 30		
Autres	31		
Auties	32		
Aménagement, urbanisme et développement	32		
Aménagement, urbanisme et coveroppement Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
7.00.00	37		
Loisirs et culture	01		
Activités récréatives	38		
Activités culturelles	35		
Bibliothèques	39		
Autres	40		
71000	41		
Réseau d'électricité	42		
1.00000 d Gloothiotto	43		
	40		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Fonction	Reçu de l'organi	sme municipal	Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
	1.1				

Note

^{1.} Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

	Non audité		OUI	NON
1.	Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		\$
Les	questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement			
2.	La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3		\$
3.	La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4		Х
4.	Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
	Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille	5		\$
	d'investissement	6		\$
	Ligne 3 : Autres revenus	7		\$
	Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8		\$
	Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9		\$
	Ligne 7 : Autres créances douteuses	10		\$ \$
	Ligne 9 : Autres charges Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 12		\$
	Ligne 13 : Placements de portefeuille	13		\$
	Ligne 14 : Débiteurs	14		\$
	Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15		
	Ligne 16 : Provision pour moins-value	16		\$
	Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17		\$
	Ligne 20 : Revenus reportés	18		\$
	Ligne 21 : Dette à long terme	19		\$
	Ligne 24 : Libres	20		·
	Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21		 \$
	Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22		\$
	Montant des pardons de prêts constatés			
	Solde cumulatif au début de l'exercice	23		\$
	Constatés au cours de l'exercice	24		\$
	Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25		\$

5.	ent	ormation spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes</i> reprises - Feux de forêt déjà comprise dans l'information présentée à la page			
	S2	0 FLI aux lignes suivantes :			
	Lig	ne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
	•	ne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille			·
	·	d'investissement	27		\$
	Lig	ne 3 : Autres revenus	28		\$
	Lig	ne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
	Lig	ne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
	Lig	ne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
	Lig	ne 9 : Autres charges	32		\$
	Lig	ne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
	Lig	ne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
	Lig	ne 14 : Débiteurs	35		\$
	Lig	ne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
	-	ne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
	•	ne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
	Lig	ne 20 : Revenus reportés	39		\$
	-	ne 21 : Dette à long terme	40		\$
	-	ne 24 : Libres	41		\$
	-	ne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
	Lig	ne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
	-	etions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement			
6.	La	municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
	a)	le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	44		Х
				<u> </u>	
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	45		\$
	b)	le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	46		Х
		someonant loc divide our loc matatache immediatele.			
		Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024	47		\$
	c)	le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	48		X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	49		\$
		Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :			
	d)	le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	50		Χ
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	51		\$
		Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :			·

	e)	le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).	52		Х
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	53		
		Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :			
7.	La	municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	54		X
		oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, ne autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	55		
		oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que durée de l'entente :			
8.	La	municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :			
	a)	du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	56		X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	57		
	b)	du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	58		X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	59		
		Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :			
9.	en	municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales apitre C-47.1)?	60	Х	
	Si	oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
	a)	crédits de taxes	61		10 574 \$
	b)	autres formes d'aide	62		
10.		municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?	63		X
	Si	oui, indiquer le montant total perçu en 2024	64		

11.		municipalité établit-elle un taux particulier à la categorie des terrains vagues servis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?	65	X
	la p	oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu sarticles 253.1 à 253.4 LFM?	66	
	Sic	oui, indiquer le montant total crédité en 2024	67	
12.	Ric	hesse foncière aux fins de la péréquation de 2024		
		eur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon aux global de taxation réel non uniformisé de 2024	68	9
13.		ntant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD	69	
	Tot	al des frais encourus admissibles au volet Entretien :		
	a)	Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
		Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	70	
		 Dépenses relatives à l'entretien d'été Systèmes de sécurité Chaussées pavées - entretien préventif Chaussées pavées - entretien palliatif Chaussées en gravier - entretien préventif Chaussées en gravier - entretien palliatif Systèmes de drainage Abords de routes Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 	71 72 73 74 75 76 77 78	
	b)	Dépenses d'investissement		
		Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	79	
		Dépenses relatives à l'entretien d'été	80	
	c)	Total des frais encourus admissibles	81	
	d)	Description des dépenses d'investissement		
		Relatives à l'entretien d'hiver :		
		Relatives à l'entretien d'été :		
	e)	Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :		
	f)	Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :		

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

а	Numéro de la résolution	82	
b	Date d'adoption de la résolution	83	
d R	a municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées es mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du èglement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours inimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?	84	X
	i oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :		
a	Numéro de la résolution	85	
b	Date d'adoption de la résolution	86	
	èglement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la nise en place d'un encadrement concernant les chiens (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)		
S	ignalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année		
a	Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)	87	
b	Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	88	
d	xamens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement angereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, u cours de l'année		
C)	Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)	89	
d	Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)	90	
e	Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)	91	
f)	Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)	92	
g	Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)	93	
٨	ormes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens		
h	Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)	94	 23
i)	Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	95	 8
j)	Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	96	

Rèd	alem	eni

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères		
que celles prévues par le Règlement?	97	X
La question 16 s'applique aux MRC seulement		

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Non audité		OUI	NON
1.	Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X	
	Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
	Si oui, les <i>Normes comptables pour le secteur public</i> exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente			
	le budget consolidé?	2		X
2.	La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3		X
	questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences RC seulement.			
3.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	4		X
4.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	5		X
5.	La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	6		X
-	uestion 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en mun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.			
6.	Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	7		X
	Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	8		

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

X J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

X Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

X Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-07-09

Nom du signataire : Isabelle Simard

Fonction du signataire : Directrice gén. et greffière-trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-07-14

Date et heure de la dernière modification : 2025-07-14 13:30

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Territoire non organisé regroupé Maria-Chapdelaine | NR920 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus						
Fonctionnement	1	2 634 380	2 588 812	2 739 328	141 863	2 871 377
Investissement	2	283 679		190 232	14 540	204 772
	3	2 918 059	2 588 812	2 929 560	156 403	3 076 149
Charges	4	2 230 098	2 588 812	4 136 588	137 145	4 263 919
Excédent (déficit) lié aux activités	5	687 961		(1 207 028)	19 258	(1 187 770)
Moins : revenus d'investissement	6 (283 679)()(190 232)(14 540)(204 772)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice						
avant conciliation à des fins fiscales	7	404 282		(1 397 260)	4 718	(1 392 542)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles						
et des actifs incorporels achetés	8	54 094		82 195	9 077	91 272
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 ()()()(4 362)(4 362)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (13 488)()(122 029)(1 266)(123 295)
Excédent (déficit) accumulé	12			1 657 780	(2 624)	1 655 156
Autres éléments de conciliation	13				1 487	1 487
	14	40 606		1 617 946	2 312	1 620 258
Excédent (déficit) de fonctionnement de						
l'exercice à des fins fiscales	15	444 888		220 686	7 030	227 716

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats. Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023	
	_	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1			6 945	17 293
Débiteurs	2	3 559 289	3 332 099	3 349 041	3 573 304
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4				
Autres	5	28 468	34 471	34 471	28 468
	6	3 587 757	3 366 570	3 390 457	3 619 065
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents					
de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8			2 419	3 001
Créditeurs et charges à payer	9	25 304	1 700 040	1 722 207	47 531
Revenus reportés	10				
Dette à long terme	11			52 778	57 115
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Autres	13				
	14	25 304	1 700 040	1 777 404	107 647
Actifs financiers nets (dette nette)	15	3 562 453	1 666 530	1 613 053	3 511 418
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	2 414 809	3 103 702	3 211 069	2 500 274
Autres	17				200
	18	2 414 809	3 103 702	3 211 069	2 500 474
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	3 458 986	1 983 707	1 993 551	3 464 876
Excédent de fonctionnement affecté	20	75 000	57 000	59 462	75 000
Réserves financières et fonds réservés	21			8 357	5 771
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 ()()()()
Financement des investissements en cours Investissement net dans les immobilisations	23		(408 648)	(429 936)	(5 283)
et autres actifs	24	2 443 276	3 138 173	3 192 688	2 471 528
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	5 977 262	4 770 232	4 824 122	6 011 892

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
 Achat d'un véhicule 	1.1	57 000	75 000
	2	57 000	75 000
Organismes contrôlés et partenariats¹	3	2 462	
	4	59 462	75 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
•	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	4 721	2 111
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		
Organismes contrôlés et partenariats	8	3 636	3 660
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13		
Autres			
•	14.1		
	15	8 357	5 771
	16	67 819	80 771

^{1.} Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 753 583

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023 Total consolidé	
	-	Total		
		consolidé		
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	3			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4			
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	52 852	57 214	
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6			
Dette à long terme à la charge des tiers				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7			
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8			
Autres	9			
Dette en cours de refinancement / Reclassement /				
Redressement	10			
	11	52 852	57 214	

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	12	974 125	999 800	972 121	972 121	
Compensations tenant lieu de taxes	13	351 371	351 300	351 889	351 889	
Quotes-parts	14				124 947	
Transferts	15	27 387	36 180	51 250	53 581	
Services rendus	16	32 288	200	30 014	34 048	
Imposition de droits, amendes et pénalités,						
revenus de placements de portefeuille	17	26 954	15 800	39 115	39 115	
Autres	18	1 222 255	1 185 532	1 294 939	1 295 676	
	19	2 634 380	2 588 812	2 739 328	2 871 377	
Investissement						
Taxes	20					
Quotes-parts	21					
Transferts	22	255 211		184 229	198 769	
Autres	23	28 468		6 003	6 003	
	24	283 679		190 232	204 772	
	25	2 918 059	2 588 812	2 929 560	3 076 149	

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	2 297 279		2 297 279	2 308 606	536 602
Sécurité publique						
Police	2	125 228		125 228	125 228	117 044
Sécurité incendie	3	257 456		257 456	335 738	343 530
Autres	4	5 564		5 564	5 564	22 595
Transport						
Réseau routier	5	105 924		105 924	105 924	40 876
Transport collectif	6	2 121		2 121	2 121	1 754
Autres	7	37 000		37 000	37 000	
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	77 756	43 385	121 141	143 525	104 849
Matières résiduelles	9	316 722	25 502	342 224	342 224	363 467
Autres	10					5 966
Santé et bien-être	11					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	384 828	7 484	392 312	404 406	404 734
Promotion et développement économique	13	40 977		40 977	40 977	10 905
Autres	14	383 370		383 370	383 370	361 388
Loisirs et culture	15	20 168	5 824	25 992	25 992	32 635
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17				3 244	3 129
Effet net des opérations de restructuration	18					
·	19	4 054 393	82 195	4 136 588	4 263 919	2 349 474
Amortissement des immobilisations						
corporelles et des actifs incorporels						
achetés	20	82 195 (82 195)			
	21	4 136 588		4 136 588	4 263 919	2 349 474

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	I		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	283 679	190 232	14 540	204 772
Éléments de conciliation à des fins fiscale	s				
Immobilisations corporelles et actifs					
incorporels achetés - Acquisition	2 (359 842)(771 091)(32 463)(803 554)
Autres investissements - Émission ou					
acquisition	3 (28 468)(6 003)()(6 003)
Financement à long terme des activités					
d'investissement	4				
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	13 488	122 029	1 266	123 295
Excédent accumulé	6	91 142	75 000	654	75 654
	7	(283 680)	(580 065)	(30 543)	(610 608)
Excédent (déficit) d'investissement de					
l'exercice à des fins fiscales	8	(1)	(389 833)	(16 003)	(405 836)

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats. Extrait du rapport financier, page S14